

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	7
<b>Préface</b>	
Jean-Marie PONTIER.....	9
<b>Introduction : La liberté de création artistique au sens de la loi du 7 juillet 2016</b>	
Philippe MOURON.....	15

### **PREMIÈRE PARTIE POLITIQUES CULTURELLES, SERVICES PUBLICS CULTURELS ET CRÉATION ARTISTIQUE**

#### **La politique des services publics culturels**

Jean-Marie PONTIER.....	27
I. Les orientations de la politique de service public.....	28
A. Des objectifs nombreux mais vagues .....	28
1. Une réponse embarrassée à la question des interventions culturelles publiques .....	28
2. Une multiplicité d'objectifs .....	29
B. Les instruments de la politique de service public.....	32
1. La dualité d'instruments retenus par la loi.....	32
2. Les labels institués dans le domaine du spectacle vivant et des arts plastiques.....	34
II. Les doutes sur la politique culturelle définie par le législateur.....	36
A. La normativité plus qu'incertaine de nombreuses dispositions.....	36
1. Des dispositions peu ou non normatives.....	36
2. Les interrogations soulevées .....	38
B. La politique de l'État à l'égard des collectivités territoriales.....	39

#### **La réforme de l'enseignement supérieur artistique**

Boris BARRAUD .....	41
I. Les principales ambitions de la loi du 7 juillet 2016 en matière de formations artistiques .....	42
A. Démocratiser l'accès aux formations artistiques .....	42
B. Régionaliser l'organisation des formations artistiques.....	44
II. Les objectifs complémentaires de la loi du 7 juillet 2016 en matière de formations artistiques .....	45
A. Préciser les missions des écoles d'architecture .....	45
B. Repenser le fonctionnement des écoles d'art .....	47
C. Instituer un Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels.....	48

**DEUXIÈME PARTIE**  
**LA PROTECTION DES AUTEURS ET ARTISTES**  
**ET LA CRÉATION ARTISTIQUE**

<b>L'exigence d'un écrit pour tout contrat de cession des droits patrimoniaux de l'auteur</b>	
Philippe MOURON.....	53
I. L'exigence d'un écrit initialement limitée à certains contrats de cession des droits patrimoniaux.....	55
A. L'incertaine portée de l'exigence d'un écrit aux termes de l'ancien article L. 131-2 du Code de la propriété intellectuelle.....	55
B. L'incertaine articulation entre l'exigence d'un écrit et les conditions de validité de la cession visées par l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle.....	56
II. L'exigence d'un écrit désormais étendue à tous les contrats comportant une cession des droits patrimoniaux.....	58
A. L'extension maladroite de l'exigence d'un contrat écrit dans le nouvel alinéa second de l'article L. 131-2 du Code de la propriété intellectuelle.....	58
B. L'application débattue du nouvel article L. 131-2 du Code de la propriété intellectuelle dans les contrats portant sur des œuvres des arts appliqués.....	59
 <b>Copie privée sur des supports de stockage en ligne et rémunération sur le référencement d'œuvres graphiques et photographiques</b>	
Nicolas BRONZO.....	63
I. L'extension de la redevance pour copie privée aux services d'enregistrement et de stockage en ligne.....	63
A. Champ d'application du texte nouveau.....	63
B. Effets du texte nouveau.....	66
II. La gestion collective pour les œuvres graphiques utilisées dans les moteurs de recherche d'images.....	68
A. Champ d'application du texte nouveau.....	68
B. Effets du texte nouveau.....	69
 <b>Le nouveau cadre des relations entre l'artiste-interprète et le producteur de phonogrammes</b>	
Jean VINCENT.....	71
Contexte historique.....	71
La mission Zelnick.....	71
La mission Hoog.....	72
La nullité partielle de la CCNEP.....	72
La conséquence effective de la nullité partielle de la CCNEP.....	73
La mission Lescure.....	74
La mission Phéline.....	74
La mission Schwartz.....	76

I. L'article L. 212-10 .....	76
Le renvoi ambigu du CPI au code du travail .....	76
La jurisprudence sur la relation entre les deux codes .....	77
La divergence d'intérêt entre producteurs et artistes-interprètes .....	77
L'exemple des droits des auteurs .....	78
Le doute subsiste .....	78
II. Article L. 212-11 .....	79
La forme obligatoire des cessions de droits .....	80
Le cas spécifique des utilisations non prévisibles ou non prévues .....	80
La limitation des cessions de créance permettant de récupérer les avances .....	80
La cession des droits de la personnalité .....	81
Les réalités volontairement ignorées par la réforme .....	81
III. Article L. 212-12 .....	82
La reconnaissance implicite d'un droit de l'artiste interprète à exploiter lui-même un phonogramme abandonné par son producteur ....	82
Les questions qui demeurent .....	82
IV. L'Article L. 212-13 .....	83
La création d'un salaire de fixation .....	83
La rémunération obligatoire par mode d'exploitation .....	83
La distinction entre publication de supports et exploitation en ligne .....	84
V. L'Article L. 212-14 .....	85
La monumentale erreur commise au détriment des artistes en matière de streaming .....	85
VI. L'Article L. 212-15 .....	87
Les relevés de comptes en cas de redevances proportionnelles .....	87

### **Les droits sociaux des professions artistiques**

Alexandra TOUBOUL .....	89
I. La loi lcap ou l'occasion manquée de réformer les droits sociaux des artistes auteurs .....	91
A. Le système de protection sociale des artistes auteurs en attente d'une réforme .....	91
1. Originalité et imperfections du régime de sécurité sociale des artistes auteurs .....	91
2. L'échec des initiatives gouvernementales .....	93
B. La loi LCAP: un énième rapport en réponse à la situation sociale des artistes-auteurs .....	95
1. L'exégèse de l'article 45 de la loi LCAP du 7 juillet 2016 .....	95
2. Une réponse législative décevante .....	96

II. Les modifications apportées par la loi lcap aux droits sociaux des artistes du spectacle .....	97
A. Les précisions apportées au statut social des artistes du spectacle.....	97
1. L’allongement de la liste prévue à L. 7121-2 du Code du travail .....	98
2. La clarification des conditions d’emploi des artistes du spectacle dans le secteur public .....	100
B. Le nouveau cadre juridique de la pratique artistique amateur.....	101
1. La définition de l’artiste amateur .....	102
2. La participation de l’artiste amateur à la représentation publique d’une œuvre .....	103

### **TROISIÈME PARTIE**

#### **LA PROTECTION ET LA PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHITECTURAL**

#### **Le renforcement des mesures de contrôle sur la circulation des biens culturels**

Christine PAUTI.....	109
I. Le renforcement du contrôle sur les biens culturels importés .....	111
A. L’instauration de contrôles douaniers pour les biens culturels importés et de sanctions pour les importations illicites (art. L. 111-8 et L. 114-1 C. patr.).....	111
B. Les mesures d’annulation et de restitution de biens culturels acquis illicitement et entrés dans les collections publiques françaises (art. L. 124-1 C. patr.).....	113
II. L’interdiction et la répression du trafic de biens culturels provenant de zones de conflits armés et d’actes de terrorisme : l’aboutissement d’un long processus .....	114
A. Les prémisses de la politique actuelle : la lutte contre la destruction des biens culturels.....	114
B. La réception de la politique de l’ONU sur le trafic illicite des biens culturels (art. L. 111-9 C. patr.).....	115
III. L’hébergement temporaire en France des biens culturels saisis ou menacés .....	117
A. La protection dans des musées de France des biens culturels saisis en douane (art. L. 111-10 C. patr.).....	117
B. La protection dans des refuges des biens culturels menacés à l’étranger (art. L. 111-11 C. patr.).....	118

<b>L'introduction de concepts visant une protection renforcée du patrimoine</b>	
Marcel MORITZ .....	121
I. La protection du patrimoine culturel immatériel et la reconnaissance des données comme faisant partie des archives .....	121
A. La consécration du patrimoine culturel immatériel.....	121
B. L'intégration des données dans la définition des archives.....	123
II. Le domaine national et la naissance d'un droit à l'image spécifique .....	124
A. La naissance du concept de domaine national.....	124
B. Le droit à l'image des immeubles qui constituent les domaines nationaux .....	125
III. Le développement de la labellisation.....	127
<b>La promotion de la qualité architecturale</b>	
Jean-Marie PONTIER.....	129
I. La valorisation de l'architecture contemporaine.....	129
A. La labellisation par circulaires.....	130
B. La labellisation dans la loi .....	131
II. La valorisation des architectes .....	133
A. L'extension des cas de recours obligatoire aux architectes .....	133
1. Le projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement .....	133
2. L'abaissement du seuil de dérogation de l'obligation de recourir à un architecte pour les demandes de permis de construire présentées par une personne physique .....	135
B. Autres dispositions .....	136
1. Les concours d'architecture .....	136
2. Dispositions diverses .....	137